

MÉMORANDUM

Presidential Council of the Republic of Western Armenia



20^{ÈME} ANNIVERSAIRE DU CONSEIL NATIONAL D'ARMÉNIE OCCIDENTALE



17 DÉCEMBRE 2004 - 17 DÉCEMBRE 2024
CHOUCHI 20ÈME ANNIVERSAIRE

20ÈME ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION DU CONSEIL NATIONAL D'ARMÉNIE OCCIDENTALE

LE 17 DÉCEMBRE 2024 À PARTIR DE 12H00

CLUB SUISSE DE LA PRESSE (CSP)

CHÂTEAU DES PENTHES - SALLE ATTIC

CHEMIN DE L'IMPÉRATRICE 18

1292 PREGNY-CHAMBÉSY (GENÈVE)

BUS 20 - ARRÊT PREGNY,PENTHES

CONTACT@WESTERN-ARMENIA.EU

www.westernarmenia.tv

<https://westernarmeniatv.com/fr>

CONFÉRENCE

20^{ème} Anniversaire de la Déclaration sur les Droits à l'Autodétermination des Arméniens d'Arménie Occidentale réalisée à Chouchi, région d'Artsakh (Haut-Karabagh)

Le futur de la nation autochtone arménienne



LE FUTUR DE LA NATION ARMENIENNE

20^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION DU CONSEIL NATIONAL D'ARMENIE OCCIDENTALE

Le 17 décembre 2004 à Chouchi en Artsakh libéré, a été déclaré le Droit à l'autodétermination des Arméniens d'Arménie Occidentale et la constitution du Conseil National d'Arménie Occidentale.
Aussi, aujourd'hui, nous célébrons le 20^{ème} anniversaire de cette déclaration.

 **Le 17 Décembre 2024**
à partir de 12h00

 Club suisse de la presse (CSP)
Château des Penthes - Salle Attic
Chemin de l'Impératrice 18
1292 Pregny-Chambésy (Genève)
Bus 20 – Arrêt Pregny,Penthes
contact@western-armenia.eu

17 décembre 2004 - 17 décembre 2024
Chouchi 20^{ème} anniversaire

www.westernarmenia.tv

1) Le Lieu de la Conférence
Club suisse de la presse (CSP)

Château des Penthes
Chemin de l'Impératrice 18
1292 Pregny-Chambésy

2) Date de la Conférence

Le Mardi 17 décembre à partir de 12h00

3) Les circonstances

De 1917 à 1920, l'Arménie Occidentale dénommée Arménie, fut un Etat reconnu par la Russie, les Puissances Alliées et Associées et son Conseil Suprême, la Turquie et les Etats-Unis entre autres signant le Traité de Sèvres et délimitant officiellement une frontière internationale entre la Turquie et l'Arménie Occidentale par un acte juridique final et définitif correspondant à une Sentence arbitrale signé par le 28^{ème} Président des Etats-Unis Woodrow Wilson. .

Le mouvement kémaliste turc dénonçant l'existence de l'Etat d'Arménie sur le territoire de l'empire ottoman, entreprend d'occuper le territoire arménien depuis 1921. De leur coté, les bolchéviques puis les soviétiques réalisent une spoliation équivalente, l'occupation du territoire de la République d'Arménie dans la région du Sud-Caucase dont la partie du territoire de l'Arménie Orientale sera partagé sur les républiques socialistes soviétiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie.

Dés 1988, l'Azerbaïdjan organise des pogroms contre les Arméniens de Soumgaït, Bakou et Kirovabad dans le but de nettoyer ethniquement l'ensemble du territoire de l'Azerbaïdjan soviétique et de la région d'Artsakh.

En 1994, la résistance des Arméniens d'Artsakh et d'Arménie Occidentale est telle que le territoire de toute la région d'Artsakh est libéré en commençant par l'ancienne capitale de la région, la ville de Chouchi, aussi l'Azerbaïdjan est contrainte de signer un cessez-le feu qui durera jusqu'en 2016.



Au sein de la région libérée, les Arméniens d'Arménie Occidentale et d'Artsakh prennent la décision de déclarer le droit à l'autodétermination des Arméniens d'Arménie Occidentale à Chouchi le 17 décembre 2004, sous forme d'une déclaration officielle, ci-jointe :

DÉCLARATION DU DROIT A L'AUTODÉTERMINATION DES ARMÉNIENS D'ARMÉNIE OCCIDENTALE CHOUCHI, Le 17 Décembre 2004

Le Conseil National des Arméniens d'Arménie Occidentale Exprimant la volonté unie du peuple Arménien en exil ;

Conscient de ses responsabilités historiques pour la destinée de la nation Arménienne engagée dans la réalisation des aspirations de tous les Arméniens et la restauration d'une justice historique ;

Se référant aux principes universels de la déclaration des droits de l'homme, et d'une manière générale aux normes reconnues par les lois internationales ;

Exerçant le droit des peuples à l'autodétermination ;

DECLARE

Le début du processus de reconstitution d'une Nation mettant en place la question de la création d'une société démocratique fondée sur le principe de la justice ;

1. L'Arménie dite « turque » est rebaptisée Arménie Occidentale (Hayrénik). L'Arménie Occidentale (Hayrénik) aura un drapeau, des armoiries et un hymne national.

2. L'Arménie Occidentale (Hayrénik) sera un état autonome, doté d'une autorité suprême nationale, d'une indépendance, d'une souveraineté et de pouvoirs plénipotentiaires. Seule la constitution et la Justice de l'Arménie Occidentale (Hayrénik) seront reconnues au sein du Conseil National.

3. Le garant de l'Arménie Occidentale (Hayrénik) est le peuple aujourd'hui en exil, qui exerce l'autorité directement et par l'intermédiaire de ses représentants sur la base de la Constitution et des lois. Le droit de parler au nom du peuple de l'Arménie Occidentale (Hayrénik) appartient exclusivement au Conseil National.

4. Tous les membres pouvant justifier de leur situation d'exilé et de leur origine par la filiation, même après plusieurs générations sont considérés comme membres d'Arménie Occidentale (Hayrénik). Les membres d'Arménie Occidentale (Hayrénik) sont protégés et aidés par le Conseil National. Le Conseil National garantit à tous ses membres la liberté et l'égalité.

5. Dans l'objectif de garantir la sécurité des biens et personnes et l'inviolabilité de ses frontières, l'Arménie Occidentale (Hayrénik) crée sa propre structure de défense, organes d'état et de sécurité publique sous la juridiction du Conseil National. L'Arménie Occidentale (Hayrénik) détermine indépendamment la réglementation du service national pour ses membres. Les forces de défense d'Arménie Occidentale (Hayrénik) peuvent être déployées uniquement par une décision de son Conseil National, sous le haut commandement du Président du Conseil National.

6. Sur le plan du droit international, l'Arménie Occidentale (Hayrénik) mène une politique extérieure indépendante. Elle établit des relations directes avec les autres États, et participe aux activités des organisations internationales.

7. La richesse nationale de l'Arménie Occidentale (Hayrénik), est son peuple, son territoire, sous-sol, espace aérien, eaux, et autres ressources naturelles, tant économiques qu'intellectuelles et les compétences culturelles sont la propriété de la Nation. Le contrôle de leur administration, leur utilisation, leur jouissance et leur possession sont déterminées par les lois d'Arménie Occidentale (Hayrénik).

8. L'Arménie Occidentale (Hayrénik) détermine les principes et la réglementation de son système économique, peut créer sa propre monnaie si nécessaire, sa banque nationale, son système de prêts financiers, taxes et services divers, basés sur le système des diverses formes de propriétés de biens.

9. En son sein, le Conseil National garantit la liberté de parole, de presse et de conscience ; séparation des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires ; un système unioniste ; respect des courants d'opinion; dépolitisation des fonctionnaires et des forces de défense.

10. Le Conseil National garantit l'usage de l'arménien occidental en tant que langue nationale dans tous les domaines de la vie. Le Conseil National crée son propre système d'éducation et de développement scientifique et culturel.

11. Le Conseil National tient à soutenir le devoir de réalisation de reconnaissance internationale du génocide des Arméniens de 1894 à 1923 perpétré par les gouvernements Turcs successifs, sur son territoire (Arménie Occidentale, Hayrénik) au moment de l'occupation.

12. Le Conseil National soutien la réinstallation des descendants des exilés, qui s'accompagnera donc du versement d'indemnités compensatrices des préjudices subis en créant un Fond International en grande partie financée par les Etats reconnus responsables du Génocide des Arméniens.

13. Cette déclaration sert de bases pour le développement de la Constitution de l'Arménie Occidentale (Hayrénik) et jusqu'à ce que la Constitution soit approuvée, comme base pour l'introduction des lois et amendements de la constitution actuelle ; et pour le fonctionnement des autorités nationales et le développement de la nouvelle législation.

Lieu et Date : A Chouchi, le 17 Décembre 2004

LE CONSEIL NATIONAL DES ARMÉNIENS D'ARMÉNIE OCCIDENTALE



<https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-06/conseil.nationa-armenie-occidental-EMRIP-seminar-treaties-EMRIP-seminar-treaties.docx>

Nous mettons donc à votre disposition onze contributions qui détaillent à partir du fond des âges l'histoire de la nation arménienne d'Arménie Occidentale jusqu'à l'application de ses droits à l'autodétermination, à sa souveraineté, à sa liberté et à son indépendance. Droits reconnus à plusieurs reprises par les plus grandes puissances de notre monde mais jamais appliqués. Droits appliqués en leur direction, mais jamais appliqués en direction des Arméniens d'Arménie Occidentale, même après le génocide des Arméniens.

Nous nous sommes réunis pour célébrer ensemble l'indépendance de l'Arménie Occidentale, le 19 janvier 1920, et faire une minute de silence suite au meurtre de Hrant Dink qui a eu lieu également le 19 janvier 2007.

Après la seconde guerre en Artsakh et après l'occupation d'une grande partie du territoire de la région d'Artsakh par l'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Azerbaïdjan cherchent aujourd'hui à transformer une pseudo-victoire militaire sur le terrain juridique.

Ce terrain juridique ne concerne pas seulement la question du statut de la région de l'Artsakh, mais également la question des droits de l'Arménie Occidentale.

La partition, au XVIIe siècle, de l'Arménie historique en deux territoires, occidental et oriental, avait entraîné les divisions politique, sociologique et économique de la nation arménienne. L'Arménie abordait avec ce handicap la course à l'indépendance. La guerre mondiale accéléra la dislocation des États multinationaux et la révolution bolchevique, en exaltant les luttes de classes et les querelles idéologiques, introduisit un autre plan de clivage.

Pour autant, lorsqu'on parle de l'Arménie Occidentale, on parle d'une partie du territoire de l'Arménie historique sur laquelle vivait et vit encore une population autochtone qui a subi un génocide, appliqué par trois gouvernements successifs turcs de 1894 à 1923.

Lorsqu'on parle de l'Arménie Occidentale, on parle également d'une partie du territoire de l'Arménie historique qui a obtenu un statut d'indépendance au moment du génocide de sa population à partir du 29 décembre 1917 par la Russie durant la première guerre mondiale.

Lorsqu'on parle de l'Arménie Occidentale, on parle également d'un Traité, le Traité de Sèvres qui a été signé par les grandes plus puissances au monde incluant la procédure de réparation suite au génocide.

Lorsqu'on parle de l'Arménie Occidentale, on parle également d'une Sentence arbitrale signée par un des plus illustre président des Etats-Unis, le président Woodrow Wilson.

Et enfin, lorsqu'on parle de l'Arménie Occidentale, on parle également d'une politique de falsification de l'histoire de la nation arménienne, de ces racines, de sa culture, de ses traditions, de la destruction de son patrimoine voire de ses ressources génétiques, dans le but de déraciner la nation autochtone arménienne de ses terres et territoires ancestraux.

La victoire, de la Turquie et de l'Azerbaïdjan ainsi que des autres Etats concernés, sera complète quand les Arméniens y leurs forces politiques eux-mêmes, renonceront à leurs droits, à leur patrie, à leur civilisation, à la reconnaissance des crimes subis et de leur histoire plurimillénaire. Nous sommes actuellement dans ce processus.

La question de l'Arménie Occidentale aujourd'hui

Le gouvernement d'Arménie Occidentale a débuté sa formation le 11 janvier 1918 (29 décembre 1917), et parallèlement à la libération de la Cilicie, lorsque Vahan Avanesov, Prosh Proshian et Vahan Térlian après avoir une nouvelle fois rencontré Lénine ont appelé Stepan Shahumian pour former le premier gouvernement de l'Arménie Occidentale dite turque.

De l'Armistice de Yerzinca (05 décembre 1917) puis de l'Armistice de Moudros (30 octobre 1918) à la Sentence arbitrale du 28^{ième} Président des Etats-Unis Woodrow Wilson (22 novembre 1920) la question de l'indépendance de l'Arménie devient une question de droit international.

Après que Boghos Nubar Pacha a présenté un Mémoire le 26 février 1919 à la Conférence de la Paix de Versailles puis constitué un gouvernement le 15 mai 1919, il a obtenu une reconnaissance officielle de facto le 19 janvier 1920 par le Conseil suprême des alliés, reconnaissance obtenue également par les efforts de Boghos Nubar Pacha suite à la formation du gouvernement de l'Arménie intégrale, le 15 mai 1919.

Le gouvernement d'Arménie Occidentale aujourd'hui, comme nous le savons maintenant, est la continuation de l'État d'Arménie reconnu en 1920, qui a obtenu son indépendance de la Russie le 11 janvier 1918 (29 décembre 1917), puis la République d'Arménie sur le territoire de l'Arménie Occidentale a été reconnue internationalement de facto le 19 janvier 1920, dans les termes suivants :

Sur la base de cette formation gouvernementale, le 27 janvier 1920, le Secrétariat général de la Conférence de la Paix avisa le Président de la Délégation Nationale Arménienne que, dans sa séance du 19 janvier 1920, le Conseil suprême avait pris les deux décisions suivantes:

« 1° Que le gouvernement de l'État arménien sera reconnu comme gouvernement de fait » ;

« 2° Que cette reconnaissance ne préjuge pas la question des frontières éventuelles de cet État ».

L'Artsakh, le Nakhitchevan, le Djavakhk, l'actuelle République arménienne du Caucase, la Cilicie et bien entendu l'Arménie Occidentale faisaient partie de l'État d'Arménie.

Après que l'Arménie ait été reconnue de facto (19 janvier 1920), après la Conférence de San Remo (avril 1920) faisant partie des Puissances alliées et associées, l'Arménie (à partir de l'Arménie Occidentale) le 11 mai 1920 est reconnue de jure y compris par les Etats-Unis, au moment où le Conseil suprême transmet le Traité de Sèvres pour signature à la Turquie, Il est décidé que la capitale de l'Etat arménien sera Erzeroum (Karin) qui a un mois pour émettre ses contre-propositions.

Après la présentation d'un Mémoire par Damad Férid Pacha vizir de l'Empire ottoman devant le Conseil suprême des alliées, la Turquie reconnaît uniquement un territoire arménien correspondant au traité de Batoum (11.000 km²). Essuyant un nouveau refus du Conseil suprême des alliées, la Turquie reconnaît le nouvel Etat arménien, le 25 juin 1920.

Le 22 juillet 1920, sous la présidence du Sultan Vahidettin (Mehmed VI) adoption du Traité par le Conseil de souveraineté en date du 22 juillet 1920 qui a considéré " qu'il préférerait avoir une faible existence que d'avoir une lourde perte ". Cette adoption se matérialise par un acte unique et ultime sous l'égide du Sultan, la signature du Traité de Sèvres.

LISTES DES ETATS SIGNATAIRES DES TRAITES

TRAITE DE SEVRES (10.08.1920)	TRAITE DE LAUSANNE (24.07.1923)
<ul style="list-style-type: none"> - L'Empire Britannique (Royaume-Uni, Inde, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine) - La France - L'Italie - Le Japon - L'Arménie - La Belgique - Le Hedjaz - La Pologne - Le Portugal - La Tchécoslovaquie - La Grèce - La Roumanie - L'Etat Serbe-Croate-Slovène - Et la Turquie 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Empire Britannique (Royaume-Uni, Inde, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine) - La France - L'Italie - Le Japon - La Grèce - La Roumanie - L'Etat Serbe-Croate-Slovène - Et la Turquie

Le 04 août 1920, les Arméniens de Cilicie déclarent leur indépendance.

La signature du Traité de Paix International à Sèvres par les Puissances alliées et associées et par la Turquie. Quatre fois différée par suite du conflit, italo-grec, la signature du traité turc a eu lieu le 10 août, à 16 heures, dans le salon d'honneur de la manufacture de Sèvres. (Traité de Sèvres 433 articles + traités additionnels).

Le 10 août 1920, la Turquie et les États de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, du Japon, de Belgique, de Grèce, de Pologne, du Portugal, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et d'Arménie ont signé le traité de Sèvres.

Le Traité international a également été ratifié par la Turquie, dans la mesure où le décret de signature du Sultan est un ordre impérial. (Conformément à la Constitution de l'Empire ottoman). Depuis, le Traité de Sèvres n'avait pas été ratifié par l'Arménie.

Un traité additionnel a également été signé au nom de l'Arménie avec les États alliés sur les droits des minorités nationales, les relations diplomatiques et commerciales sur la base de l'article 93 du Traité de Sèvres.

En termes de droit international, la République d'Arménie, à partir du territoire de l'Arménie Occidentale en tant que partie de jure au traité, est reconnue par tous les autres États signataires.

Sans entrer dans les détails du traité, nous notons seulement que la section sur l'Arménie comprend entre autres les articles 88 à 93. La Turquie reconnaît l'Arménie comme un État souverain, libre et indépendant.

L'Arménie turque devenue la République d'Arménie accepte de laisser aux États-Unis le soin de délimiter la frontière entre les deux pays. Les frontières de la République d'Arménie avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan seront déterminées par des négociations directes avec ces pays sur la base de l'article 92 du Traité de Sèvres.

En avril 1920, le Conseil suprême des puissances alliées, représentant la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon, décide de faire deux demandes au 28^e président des États-Unis, Woodrow Wilson :

- 1) Accepter le mandat de protectorat sur l'Arménie,
- 2) Déterminer la frontière entre l'Arménie et la Turquie par arbitrage.

La première demande a été refusée par un vote du Sénat américain,

La deuxième demande a été officiellement confirmée par une lettre du 27 avril 1920 du président du Conseil suprême des alliées, du premier ministre français et du ministre des affaires étrangères Millerand. Cette demande sous la forme de l'article 89 a été incluse dans le Traité de Sèvres - déjà au nom de l'Arménie, de la Turquie et aussi de près de vingt pays signataires - adressée au président des États-Unis, qui a rendu la sentence arbitrale. La sentence arbitrale est définitive et doit être exécutée. Il n'a pas de limite de temps et son statut n'est pas affecté par le sort du verdict.

Quand bien même si le Traité de Sèvres n'a pas été ratifié par toutes les parties, comme par exemple la France, il a été appliqué par ces mêmes parties qui ne l'ont pas ratifié, par exemple la question des Mandats de protection des populations civiles de la part de la France en Cilicie, de la Grande-Bretagne, et de l'Italie qui n'ont pas été respectés.

Pour mieux comprendre le système de ratification des parties signataires du Traité de Sèvres, il est important d'étudier la Constitution nationale de chacun des États signataires y compris de l'Empire ottoman (Turquie). Par exemple, suite au Conseil de souveraineté du Sultan Mehmed VI en date du 22 juillet 1920, le Sultan ordonne la signature du Traité de Sèvres, ce qui équivaut sur la base de la Constitution ottomane à une ratification.

Les chiffres révélés sur les Réparations dans cette étude, ne prennent pas compte de l'ensemble de la période génocidaire, ainsi que des caractéristiques présentées à la Conférence de la Paix par Boghos Nubar en février 1919 à Paris.

Les Arméniens doivent exiger entre autres de la part des États signataires, la ratification du Traité de Sèvres.

Prétendre la non mise en vigueur du Traité de Sèvres ou son remplacement fait partie de la politique turque anti-arménienne et évidemment anti-Arménie Occidentale.

Jamais un Traité de paix communément appelé Traité de Sèvres n'a fait l'objet d'une politique aussi agressive pour essayer de le remplacer, face aux populations concernées.

Pour pouvoir tenter de remplacer le Traité de Sèvres sans pouvoir le réviser, certains États et forces politiques ont organisé le Traité d'Alexandropol (2 décembre 1920), le Traité de Moscou (16 mars 1921), le Traité de Kars (20 octobre 1921), le Traité ou accord d'Angora (20 octobre 1921), le Traité de Lausanne (24 juillet 1923), l'accord avec l'organisation kurde-Hoyboun (1927), la Résolution politique sur la Question arménienne du Parlement européen (18 juin 1987), la situation en Arménie soviétique (1988/1989), la première guerre en Artsakh, la destruction du cimetière de Jugha (14 décembre 2005) au Nakhitchevan, la seconde guerre en Artsakh, ayant comme conséquences, les prochains (futurs) accords entre l'Azerbaïdjan, la Turquie et la République d'Arménie (Orientale).

Tout ceci n'a pas suffi (ces accords n'étant pas juridiquement légitimes), et ne suffira pas pour remplacer le Traité de Sèvres et pour freiner les revendications de l'Arménie Occidentale et l'exequatur de la Sentence arbitrale du Président Woodrow Wilson.

À l'occasion de l'anniversaire de la 102^{ième} année de la reconnaissance de l'Arménie Occidentale comme État indépendant depuis 1917/1920, quelles sont les conséquences et la nécessité de défendre cette souveraineté et les droits de la nation arménienne ?

Le 23 août 1990, dans ses limites administratives, la république soviétique d'Arménie s'est déclarée indépendante de l'Union soviétique qui a occupé le territoire de la république d'Arménie depuis le 02 décembre 1920, déjà reconnue à l'époque comme État indépendant.

La séparation de la république soviétique d'Arménie de la république d'Arménie de 1920 a été actée par le parlement de la république nouvellement déclarée, le 21 septembre 1991.

La nouvelle république d'Arménie ne se déclarant ni comme État successeur ni État continuateur de la république d'Arménie de 1920 a renoncé à toutes revendications vis-à-vis de la Turquie.

Par conséquent, une attribution distincte des tâches et une séparation des rôles entre les composantes occidentale et orientale de la nation arménienne, et la coordination de leurs efforts pourraient contribuer à une solution optimale de leurs problèmes nationaux.

C'est pourquoi non seulement l'Arménie Occidentale n'a pas renoncé à ses droits, mais également elle n'a pas renoncé à ses devoirs en direction de sa population et en direction des Etats l'ayant reconnu comme souveraine, libre et indépendante.

Après avoir participé à la libération de l'Artsakh, les militaires et intellectuels d'Arménie Occidentale et d'Artsakh ont communément décidé d'appliquer le droit à l'autodétermination des Arméniens d'Arménie Occidentale

- **Le 17 décembre 2004**, le Conseil National des Arméniens d'Arménie Occidentale déclare son existence et son droit à l'autodétermination à Chouchi.

- **Le 20 avril 2005**, se déclare officiellement à Stépanakert une Assemblée des Arméniens d'Arménie Occidentale et participe aux sessions de l'Organisation des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. (MEDPA, OMPI, Conseil des Droits de l'Homme ...).

- **Le 20 Janvier 2007**, les délégués de l'Assemblée des Arméniens d'Arménie Occidentale adoptent une déclaration officielle sur les droits des Arméniens d'Arménie Occidentale.

- **Le 13 septembre 2007**, l'Organisation des Nations Unies adopte avec 144 voix, la Déclaration sur les Droits des Peuples Autochtones, reconnaissant à ces derniers leur droit à l'autodétermination (art.2 de la Charte des Nations Unies).

- **Le 04 février 2011**, le Conseil National sous la présidence d'Arménag Aprahamian constitue un gouvernement de l'Arménie Occidentale et se déclare République continuatrice de la République d'Arménie reconnue souveraine et indépendante en 1920.

- **Le 24 janvier 2013**, le Conseil National et le gouvernement d'Arménie Occidentale déclarent communément le projet de constitution d'un Parlement d'Arménie Occidentale par des élections démocratiques.

- **Le 16 décembre 2013**, 64 députés sont officiellement élus par les Arméniens d'Arménie Occidentale inscrits sur la liste électorale.

- **Le 16 décembre 2013**, le 1er Président de la République d'Arménie Occidentale Arménag Aprahamian, est officiellement élu par les députés du Parlement. Le Parlement renouvelle le mandat du gouvernement pour cinq ans.

- **Le 23 février 2014**, un décret présidentiel déclare que la République d'Arménie Occidentale est l'Etat continuateur de l'Etat d'Arménie reconnu en 1920.

- **Le 16 février 2014**, après sa déclaration à Chouchi le 17 décembre 2004, un Décret Présidentiel officialise le siège du Conseil National et du Gouvernement à Karin (Erzeroum) en Arménie Occidentale, aussi pour raison d'occupation territoriale une représentation de ce siège se constitue à Erevan.

- **Le 09 mai 2016**, au nom de l'Arménie Occidentale, par décret, le Président de la République d'Arménie Occidentale adopte la Constitution Nationale de la République d'Arménie qui est signée et approuvée par tous les citoyens d'Arménie Occidentale.

- **Le 24 juin 2016**, au nom de l'Arménie Occidentale, le Président ratifie le Traité International de Paix signé à Sèvres.

- **Le 09 août 2016**, au nom de l'Arménie Occidentale, le Président ratifie la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

- **Le 01 Octobre 2016**, au nom de l'Arménie Occidentale, le Président ratifie la Convention concernant les Droits et les Devoirs des Etats.

- **Le 20 janvier 2017**, au nom de l'Arménie Occidentale, le Président ratifie la Charte des Nations Unies.

- **Le 17 décembre 2018**, 77 députés sont officiellement élus par les Arméniens d'Arménie Occidentale inscrits sur la liste électorale.

- **Le 18 janvier 2019**, le Président de la République d'Arménie Occidentale Arménag Aprahamian, est officiellement réélu par les députés du Parlement pour un second mandat.

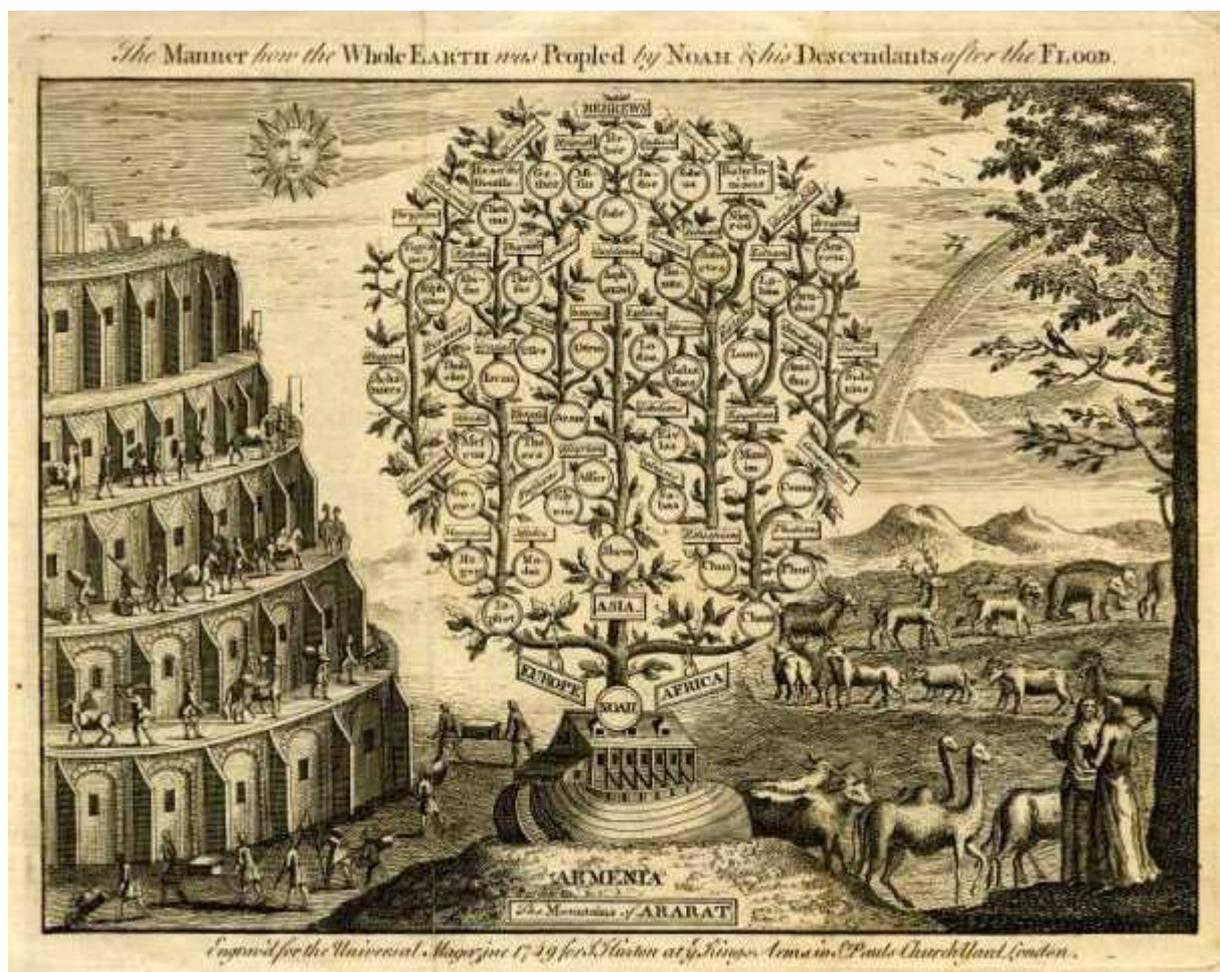
- **Le 19 janvier 2020**, le nouveau gouvernement présente son projet gouvernemental devant les députés de l'Assemblée Nationale de l'Arménie Occidentale.

- **Le 10 août 2020**, les Arméniens d'Arménie Occidentale, leur président, leur gouvernement, et leur parlement commémorent officiellement le Centenaire de la signature du traité international de paix signé à Sèvres.
- **Le 27 septembre 2020**, débute la seconde guerre en Artsakh déclenchée par l'Azerbaïdjan appuyée par une coalition internationale d'Etats et de terroristes djihadistes en provenance de Syrie.
- **Le 08 novembre 2020**, les forces armées azéries annoncent l'occupation de Chouchi.
- **Le 1er mars 1921**, Le Parlement d'Artsakh déclare les territoires sous contrôle de l'Azerbaïdjan suite à la guerre de 44 jours comme territoires occupés.

<http://www.nankr.am/hy/4027>

- **Le 1er mars 2021**, Le Parlement de l'Arménie Occidentale adopte la Loi sur l'Artsakh reconnaissant le droit à l'autodétermination des Arméniens d'Artsakh et leur autonomie sur la base de la reconnaissance territoriale de la Conférence de San Remo et du Traité de Sèvres comme partie intégrante de la République d'Arménie de 1920.
- **Le 20 janvier 2024**, 65 députés sont officiellement élus par les Arméniens d'Arménie Occidentale inscrits sur la liste électorale.
- **Le 21 janvier 2024**, la nouvelle Présidente de la République d'Arménie Occidentale Lydia Margossian, est officiellement élue par les députés du Parlement pour un premier mandat.

1) L'Arménie Occidentale (Urartu) est la base de l'arbre généalogique des nations et des pays du monde (3p.)



Quand on parle de l'Arménie sur la scène mondiale, le fait le plus essentiel que nous mentionnons est que l'Arménie a été la première à accepter le christianisme comme religion d'État.

Mais ce qui est le plus étrange est que l'Arménie est l'un des trois pays de la carte d'argile babylonienne du 6ème siècle, c'est-à-dire que depuis plus de 2600 ans, nous avons notre place sur la plus ancienne carte du monde. Pour nos ancêtres, le monde était un lopin de terre dont les rives étaient inondées de tous côtés. Heureusement,

cependant, ils ne se sont pas limités à ce qu'ils savaient, ils ont continué à faire de nouvelles tentatives pour «mesurer» le monde.

http://www.western-armenia.eu/news/Actualite/2021/L_Armenie_Occidentale_Urartu_est_la_base_de_l_arbre_genealogique_des_nations.pdf

2) Les Hays (Arméniens), l'Autochtonie et l'Arménie Occidentale **Sur l'origine de la nation Hay (Arménienne)**

Qui sont les Hays (Arméniens) ?

Où est leur patrie d'origine ?

Quelle est la première fois qu'il a été mentionné dans les anciennes inscriptions écrites ?

Pour répondre à ces questions, nous allons d'abord nous tourner vers les histoires traditionnelles (y compris les histoires orales qui ont été enregistrées plus tard) sur l'origine de la nation arménienne. Ensuite, nous discuterons des théories modernes sur l'origine de la nation arménienne, puis nous nous concentrerons sur les plus anciennes inscriptions historiques préservées concernant l'Arménie et les Arméniens. Enfin, nous examinerons des cartes du monde renommées réalisées par des cartographes et des savants célèbres au cours de différents siècles.

http://www.western-armenia.eu/news/Actualite/2021/Les_Hays_l_Autochtonie_et_l_Armenie_Occidentale.pdf

3) Atlas Historique, rapport sur l'Arménie Occidentale (102 p.)

En décrivant d'après les documents les plus irréfutables de l'Antiquité, du Moyen-Age, des Temps modernes cet Atlas Géographique et Historique de l'Arménie (Occidentale) avait pour objectif de défendre la liberté et l'indépendance d'une Arménie dite intégrale qui, malgré toutes les vicissitudes de son histoire, est restée inviolable pendant de longs siècles:

Depuis les temps lointains de Strabon et de Ptolémée, tous les géographes, tous les voyageurs, tous les historiens ont constaté l'unité géographique et ethnique du vaste Plateau à deux étages qui s'étend entre l'Anti-Taurus, le Taurus, la Mer Noire et la Perse.

Les siècles terribles du Moyen-Age ont pu progressivement faire perdre à l'Arménie son indépendance: dans le royaume d'Arménie-Cilicie se sont maintenus glorieusement les traditions et le souvenir de la patrie perdue.

La domination ottomane, dans les temps modernes, a pu effacer parfois le nom même de l'Arménie, opprimer sa population, se flatter, par des massacres atroces, de la faire disparaître: l'esprit d'indépendance du peuple arménien s'est toujours maintenu contre ses oppresseurs.

Au XVII^e siècle, le voyageur Tavernier comptait dans le pays « cinquante Arméniens pour un mahométan ». Au XIX^e siècle, le réveil intellectuel qui se manifeste dans l'Arménie atteste mieux encore l'indestructible vitalité de la race. Le gouvernement turc, conseillé par l'Allemagne, ne trouva qu'un moyen d'assurer son pouvoir: ce fut d'ordonner cette extermination en masse des Arméniens dont une des cartes raconte la sanglante et douloureuse histoire.

L'Arménie pourtant n'a pas succombé: elle s'est relevée de la terrible épreuve; elle a, les armes à la main, lutté pour la délivrance de la patrie, elle attend légitimement des alliés les justes réparations auxquelles elle a droit.

L'atlas, raconté avec autant de science précise et sûre que d'émotion les étapes de cette longue, glorieuse et douloureuse histoire, dont les cartes apportent l'illustration et la démonstration éclatante.

http://www.western-armenia.eu/archives-nationales/Dossiers/Atlas_Rapport_sur_l_Armenie_Occidentale-1920.pdf

4) La question du Décret russe sur l'Arménie turque (109 p.)

La Russie et l'Arménie Occidentale.

Reconnaissance d'une indépendance.

Décret du Soviet des Commissaires du Peuple de la Russie soviétique « sur l'Arménie turque » (sur l'Arménie Occidentale).

Cet ouvrage est consacré aux événements relatifs à la parution du Décret du Sovnarkom (Soviet des Commissaires du Peuple) de la Russie soviétique concernant « l'Arménie turque » (l'Arménie Occidentale) par lequel le gouvernement russe soutient le droit des

Arméniens de l'Arménie Occidentale occupée à une libre autodétermination jusqu'à l'indépendance totale. Les faits et documents sur lesquels s'étaie cet ouvrage permettront au lecteur de se plonger dans cette période extrêmement troublée pour le peuple arménien et de prendre connaissance détaillée de ce document important pour l'histoire de l'Arménie.

Déjà en février 1918, le héros national du peuple arménien, le grand Général Andranik qualifiait ainsi ce Décret : « Comparé à toutes les déclarations officielles concernant l'Arménie, le décret bolchévique est le plus sincère et deviendra, peut-être, un état de fait des plus notoires ».

On retrouve dans la Constitution de la République socialiste fédérale de Russie (R.S.F.S.R.), fac similé du projet, 1918, un article concernant ce décret.

Le Point 6 du chapitre 3 de la Constitution stipule :

6. Le IIIe congrès panrusse des soviets approuve vivement la politique du Conseil des commissaires du peuple, qui a proclamé l'indépendance totale de la Finlande, entrepris le retrait des troupes russes stationnées en Perse et accordé à l'Arménie le droit à l'autodétermination.

<https://mjp.univ-perp.fr/constit/ru1918.htm>

http://www.western-armenia.eu/news/Actualite/2018/Histoire_du_Decret_russe_sur_l_Armenie_turque-12.01.2018.pdf

5) La Question Arménienne devant la Conférence de la Paix (12 - 26 février 1919) (84 p.)

Cette monographie exceptionnelle rappelle l'original du Mémoire présenté par Boghos Nubar Pacha, Président de la Délégation arménienne devant le Conseil Suprême des Puissances Alliées, le 26 février 1919.

Il est nécessaire de préciser que c'est le Patriarche d'Etchmiadzin Kévork V, Catholikos de tous les Arméniens, en 1912 qui a habilité par une circulaire officielle le Président Boghos Nubar Pacha à participer et à effectuer des négociations diplomatiques ayant pour objectifs la constitution d'un Etat Arménien sur le territoire de l'Arménie Occidentale en se libérant du joug ottoman.

Le Président Boghos Nubar Pacha a été le seul à obtenir de la part des plus hautes instances religieuses arméniennes, ce niveau d'habilitation.

http://www.western-armenia.eu/news/Actualite/2019/La_Question_Armenienne-1919-1920.pdf

6) Les Conditions de constitution et de reconnaissance de l'Etat arménien de l'Arménie Occidentale (82 p.)

Cette monographie rassemble tous les documents et traités officiels qui démontrent et qui prouvent l'indépendance, et la souveraineté de l'Arménie Occidentale et de la nation arménienne sur leur patrie ancestrale reconnue par les plus grands Etats de ce monde.

http://www.western-armenia.eu/news/Actualite/2019/Les_Conditions_de_Reconnaissance_de_lArmenie_Occidentale.pdf



7) Pourquoi le Centenaire du Traité de Sèvres ? (15 p.)

Ce Traité international préparé à la Conférence de Londres en février 1920 et finalisé dans le cadre de la Conférence de San Remo, le 24 avril 1920 a été remis pour signature au Gouvernement Ottoman, le 11 Mai 1920.

Les conditions que les Alliés, ont remises à la Turquie, par l'organe de M. Millerand, étaient connues d'avance. Elles sont dures, mais mérités, et elles auraient pu être plus dures encore, puisqu'il avait été question de prendre Constantinople aux Turcs et de refouler ainsi le siège de leur gouvernement en Asie.

Personne ne s'apitoiera sur leur sort, qui n'est qu'une faible expiation pour les massacres des Arméniens et des Chrétiens, déjà en 1915, qualifiés de nouveaux crimes contre l'humanité et contre la civilisation par la Triple-Entente, auxquels ils ont froidement procédé, spécialement au cours des vingt dernières années.

Mais pour d'autres considérations où il n'entre pas de sentimentalité déplacée à l'égard de la Turquie, l'opinion française accueille froidement le Traité. (Extrait du journal suisse « La Liberté » du Mercredi 12 Mai 1920). M. Millerand présidait la cérémonie, M. de Fouquières chef du protocole introduisait les délégués de l'Empire ottoman, M. Millerand au nom des Alliés leur remet le projet du Traité.

Les puissances ont décidé que les discussions auraient lieu par écrit, un délai d'un mois est accordé au gouvernement ottoman pour faire connaître ses observations. Tewfik Pacha, les mains tremblantes posées sur le document qu'il venait de recevoir, répondit quelques mots d'une voix assourdie par l'émotion. M. Millerand a levé la séance qui avait duré cinq minutes.

Le projet de Traité remis aux délégués turcs est divisé en treize parties et 433 articles.

http://www.western-armenia.eu/news/Actualite/2019/Pourquoi_le_Centenaire_du_Traite_de_Sevres.pdf

http://www.western-armenia.eu/archives-nationales/Traite/Traite_de_Sevres-fr-10_aout_1920.pdf

<http://www.western-armenia.eu/archives-nationales/Traite/Traite-de-Sevres1.pdf>

8) Du génocide des Arméniens à la déclaration sur les droits des Peuples Autochtones

Un grand débat agite pourtant la Turquie aujourd'hui : la responsabilité de la république dans le massacre du Dersim qui, en 1937, avait provoqué la mort de milliers d'Arméniens (autochtones) de confession alevite, un courant moderniste issu du chiisme.

Le tabou est tombé le 23 novembre, lorsque le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a adressé des excuses. «S'il est nécessaire que l'on s'excuse au nom de l'Etat, je m'excuserai et je m'excuse», a martelé le leader charismatique de l'AKP, parti islamiste au pouvoir depuis 2002.

Jamais un massacre en Turquie n'a fait, jusqu'alors, l'objet d'excuses officielles.

A Dersim, en Arménie Occidentale, l'armée avait écrasé en 1937 une rébellion accusée de mettre en péril l'unité de la nation, faisant 13 500 morts selon le bilan officiel, mais les historiens parlent de 30 000 à 50 000 morts.

Après le massacre, Dersim sera rebaptisée Tunceli, «la main de bronze», du nom de l'opération militaire.

Dans son discours, Erdogan a appelé le CHP, le parti républicain du peuple fondé par Mustapha Kemal, parti unique au pouvoir jusqu'en 1945 et, aujourd'hui, principale force d'opposition à prendre ses responsabilités. Ironie du sort, son actuel président, Kemal Kilicdaroglu, est lui-même originaire de Dersim. Une partie de sa famille a, elle aussi, été victime du massacre.

Le Premier ministre a trouvé là une occasion de mettre en difficulté l'opposition laïque, tout en renforçant sa popularité auprès des Arméniens. Il s'agit aussi d'un geste vis-à-vis des alevites (30% de la population), qui sont aussi bien arméniens, kurdes que turcs, et ont toujours été considérés comme moins musulmans et mal vus par les conservateurs.

Pourtant, ces excuses sont à double tranchant. D'une part, parce que le parti pro-kurde BDP (Parti pour la paix et la démocratie) et les associations de victimes exigent que le Premier ministre aille plus loin, notamment en faisant des excuses publiques à l'Assemblée nationale. De l'autre, parce que l'AKP n'aurait pas tout à gagner en voulant rallier l'ensemble des minorités ethniques et religieuses. D'autant que cette reconnaissance du massacre du Dersim entraîne d'autres minorités à exiger la même

chose : en premier lieu les Arméniens victimes, de 1894 à 1923 du premier génocide du XXe siècle qui a fait, selon la plupart des historiens, deux millions de morts.

Les autorités turques se refusent toujours à le reconnaître et évoquent des massacres sur fond de chaos dans l'empire ottoman agonisant.

http://www.western-armenia.eu/news/Actualite/2017/Du_genocide_des_Armeniens_a_la_declaration_sur_les_droits_des_peuples_autochtones-07.05.2017.pdf

9) La Sentence Arbitrale du Président des Etats Unis d'Amérique Woodrow Wilson (42 p.)

L'Arménie turque devenue la République d'Arménie accepte de laisser aux États-Unis le soin de délimiter la frontière entre les deux pays. Les frontières de la République d'Arménie avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan seront déterminées par des négociations directes avec ces pays sur la base de l'article 92 du Traité de Sèvres.

En avril 1920, le Conseil suprême des puissances alliées, représentant la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon, décide de faire deux demandes au 28e président des États-Unis, Woodrow Wilson :

- 1) Accepter le mandat de protectorat sur l'Arménie,
- 2) Déterminer la frontière entre l'Arménie et la Turquie par arbitrage.

Nous présentons ci-joint la Sentence arbitrale du Président Woodrow Wilson dans son intégralité.



<http://www.western-armenia.eu/news/Actualite/2022/Arbitral-Award-Of-The-President-Of-The-United-States-Of-America-Woodrow-Wilson.pdf>

10) Sur la question de la délimitation et de la démarcation des frontières (frontières Est de l'Arménie Occidentale) (3 p.)

Prenant compte de statistiques démographiques conséquentes aux massacres génocidaires condamnés par la communauté internationale, la question de la délimitation a fait l'objet d'une étude en 1919, que nous vous présentons ci-dessous :

Toutes autres propositions de délimitation doivent faire l'objet non seulement d'une proposition écrite de l'Azerbaïdjan mais également prenant en compte les critères équivalents aux critères qui ont permis la délimitation ci-dessus Les critères de délimitation sont conséquents aux différents crimes qui ont été dénoncés par les principales puissances alliées depuis 1894.

http://www.western-armenia.eu/archives-nationales/Armenie_1920/L-Armenie_transcaucasienne-territoires_frontieres_statistiques.pdf

Ce faisant, la Commission devra déterminer de quelle souveraineté relevaient les portions importantes du territoire en question. Elle n'a été en mesure de procéder effectivement à l'abornement (démarcation) de la ligne frontière sur le terrain qu'après avoir déterminé le tracé (délimitation) de celle-ci. Il convient de rappeler, dès le départ, que le Conseil de sécurité est l'organe qui, en vertu de la Charte des Nations Unies, et tout particulièrement essentielle pour ce qui du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil de sécurité a le pouvoir de décider de la validité d'un traité délimitant une frontière par exemple : la Sentence arbitrale de W. Wilson du 22 novembre 1920.

Et également l'application de l'article 92 du Traité de Sèvres qui concerne entre autre, la frontière entre l'Arménie de 1920 et l'Azerbaïdjan.

http://www.western-armenia.eu/news/Actualite/2021/Sur_la_question_de_la_delimitation_et_de_la_demarcation_des_frontieres.pdf

11) La Constitution Nationale de l'Arménie Occidentale (82 p.)

Basée sur le retour à l'identité et à la citoyenneté des Arméniens d'Arménie Occidentale

Sur la bases des décisions internationales, du Traité de Paix de Sèvres et des diverses sentences juridiques, concernant l'Arménie Occidentale (Arménie) de 1916 à 1920 ainsi que de 2004 à 2016, les Déclarations, décrets et décisions adoptés par le Conseil National d'Arménie Occidentale, le Président de l'Arménie Occidentale, les membres du Gouvernement et de l'Assemblée nationale confirment les droits des Arméniens en Arménie Occidentale (y compris de Cilicie), d'assurer le droit des Arméniens de l'Arménie Occidentale d'exister et de vivre librement, de promouvoir la paix et la coopération entre les Nations et les États du Moyen-Orient (et du monde), le 9 mai 2016 a été adoptée la Constitution de la République d'Arménie Occidentale (Arménie).

http://www.western-armenia.eu/stat.gov.wa/fr/2020/Constitution_Nationale_dArmenie_Occidentale-fr-09.05.2020.pdf

Arménag APRAHAMIAN
Président du Conseil National d'Arménie Occidentale

contact@western-armenia.eu